

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION
N°...../DC/MINEE/CIPM/2026 DU 05 JAN 2026
**POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE POUR LA SURVEILLANCE
DES BÂTIMENTS ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTÈRE DE L'EAU ET DE
L'ÉNERGIE ET SES ANNEXES**

1- Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution du Budget de Fonctionnement 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Energie lance un avis de consultation pour une demande de cotation pour le recrutement d'une société de gardiennage pour la surveillance des bâtiments abritant les services centraux du Ministère de l'eau et de l'Energie et ses annexes.

2- Consistance des prestations

- Les prestations, objet de la présente demande de cotation, comprennent:
- Ouvrir et fermer les portails,
- Accueillir, contrôler et filtrer les visiteurs et les fournisseurs,
- Contrôler les véhicules, les personnes et les matériels entrant et sortant de l'enceinte des locaux,
- Surveiller les installations et les abords de ces installations 24/24 et 7/7
- Tenir à jour les documents de suivi des activités et incidents,
- Appliquer les consignes particulières inhérentes à chaque site,
- En cas d'incident, appliquer les procédures en vigueur.

3- Participation et origine

La participation à la présente demande de cotation est ouverte à tous les prestataires exerçant dans le domaine d'entretien installé au Cameroun.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente demande de cotation, sont financées par le Budget de Fonctionnement (BF) du MINEE de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 32 343 1 35000002 0435 361400

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne

6- Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N° 1 porte N°03T12 ; BP 70 Yaoundé, Tél. : 222 23 00 13 dès publication du présent avis).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

7- Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le Dossier de Demande de Cotation peut être obtenu au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° 03T12 BP 70 Yaoundé, Tél. : 222 23 00 13 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quarante mille (40 000) Francs CFA**,

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation, objet de la présente demande de cotation s'élève à **quarante-deux millions cinq cent mille (42 500 000) francs CFA TTC**

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission délivrée par une banque de première ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC dont le montant s'élève à : **huit cent cinquante mille (850 000) Fcfa.**

et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

Demande de cotation

N° 00000001 /DC/MINEE/CIPM/2026 DU 05 JAN 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE GARDIENNAGE POUR LA SURVEILLANCE DES BATIMENTS ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE ET SES ANNEXES

Pour la soumission en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 26 JAN 2026 à 14heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Eau et de l'Energie, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° 03T12 BP 70 Yaoundé, Tél. : 222 23 00 13.

Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour l'Offre Administrative ;

15 MO pour l'Offre Technique ;

5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

Format PDF pour les documents textuels ;

JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu le 26 JAN 2026 à 15 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à MVOG ADA (FACE COLLEGE MONTESQUIEUX).

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des Cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation].

12- Recevabilité des Cotations

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission acquittée à la main, timbré au tarif en vigueur assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC établie par une banque de premier ordre ou d'une compagnie d'Assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce N° 11 du DC et valable pendant 30 jours au-delà de la date originelle de validité des offres, d'un montant de : **huit cent cinquante mille (850 000) Fcfa.**

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans une enveloppe unique et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;

Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

Les plis non-conformes au mode de soumission.

les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non- respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- Critères d'évaluations

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire

13.1-Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après un délai de (48h) ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- l'absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation de la caution de soumission délivré par la CDEC ;
- Note technique inférieure à 3/4 des critères essentiels (doit remplir les critères 2, 3 et 4) ;
- L'engagement formel du soumissionnaire à préfinancer le contrat (absence d'engagement) ;
- Absence de la Déclaration sur l'honneur de non abandon et de défaillance dans l'exécution des Marchés antérieures au cours des trois dernières années.
- Absence de délai dans la lettre d'intention à soumissionner.
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- non-respect du format de fichier des offres ;

- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence d'agrément à exercer dans la sécurité au Cameroun ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

NB : en fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajoutés lors de l'élaboration de la Demande de Cotation.

13.2-Critères essentiels

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui/non). Seules les soumissions qui auront obtenu une note technique supérieure ou égale à 3/4 de oui seront admises à l'analyse financière.

N°	Désignations	Mode binaire	
1	PRESENTATION GENERALE DE L'OFFRE	oui	non
2	REFERENCES DANS LES REALISATIONS SIMILAIRES	oui	non
3	QUALITE DU PERSONNEL	oui	non
4	MATERIEL	oui	non

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de douze 12 mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Tranches/Allotissement

La présente consultation n'est pas à tranche et n'est pas allotie.

16- Attribution

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et a été évaluée la moins disante.

17- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90-jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à [service (SIGAMP), numéro de porte, BP, téléphone, fax, e-mail] ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

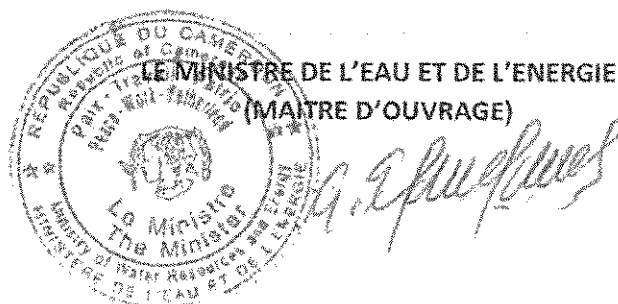
19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD

COPIES :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication) ;
- MINEE (DAG) ;
- CIPM-MINEE.

YAOUNDE LE 05 JAN 2026





NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION

No. 000000001/DC/MINEE/CIPM/2026 OF 05 JAN 2026

**FOR THE RECRUITMENT OF A SECURITY COMPANY FOR THE SURVEILLANCE
OF THE BUILDINGS HOUSING THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF WATER
AND ENERGY AND ITS ANNEXES**

1- Purpose of the Request for Quotation

In the context of the execution of the 2026 Operating Budget, the Minister of Water and Energy is launching a call for tenders for the recruitment of a security company for the surveillance of the buildings housing the central services of the Ministry of Water and Energy and its annexes.

2- Scope of Services

- The services covered by this request for quotation include:
- Opening and closing gates,
- Receiving, checking, and screening visitors and suppliers,
- Checking vehicles, people, and equipment entering and leaving the premises,
- Monitoring the facilities and their surroundings 24/7,
- Maintaining up-to-date activity and incident tracking documents,
- Applying specific instructions for each site,
- In the event of an incident, applying the established procedures.

3- Participation and origin

Participation in this request for quotation is open to all service providers operating in the field of maintenance established in Cameroon.

4- Funding

The services, which are the subject of this request for quotation, are funded by the MINEE's Operating Budget (OB) for the 2026 fiscal year, under budget line number 60 32 343 1 35000002 0435 361400.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne.

6- Consultation of the Quotation Request File

The file may be consulted during business hours at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Department of the Ministry of Water and Energy, 3rd floor of the Tower, Ministerial Building No. 1, door No. 03T12; P.O. Box 70 Yaoundé, Tel.: 222 23 00 13 (from the date of publication of this notice).

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm) or via any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

7- Acquisition of the Quotation Request File

The Quotation Request File can be obtained from the Public Procurement Department of the Ministry of Water and Energy, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 03T12, BP 70 Yaoundé, Tel.: 222 23 00 13, upon publication of this notice, against presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **forty thousand (40,000) CFA francs**.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the RFQ file purchase fee.

8- Estimated Cost

The estimated cost of the service, which is the subject of this request for quotation, amounts to **forty-two million five hundred thousand (42,500,000) CFA francs** including VAT.

9- Bid Security

Each bidder must include with their administrative documents a bid security issued by a first-class bank or an insurance company authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public contracts (a list of which is provided in document 14 of the bidding documents). The bid security must be paid by hand, stamped at the current rate, and accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement). The amount of the security is **eight hundred and fifty thousand (850,000) CFA francs**.

The bid security must be valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. Failure to provide a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered missing. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Submission of Quotations

Each quotation must be written in French or English.

Request for Quotation
No. 00000001 /DC/MINEE/CIPM/2026 OF 05 JAN 2026
**FOR THE RECRUITMENT OF A SECURITY COMPANY FOR THE SURVEILLANCE OF THE BUILDINGS
HOUSING THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY AND ITS
ANNEXES**

For online submission, the quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 26 JAN 2026 at 2:00 PM. A backup copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the time limits given to the Public Procurement Service of the Ministry of Water and Energy, 3rd floor of the TOWER Ministerial Building No. 1 door No. 03T12 BP 70 Yaoundé, Tel.: 222 23 00 13.

Size, and Format of Files

For online submission, the maximum file sizes for documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

5 MB for the Administrative Offer;

15 MB for the Technical Offer;

5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are:

PDF for text documents;

JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

11- Opening of Bids

The bids will be opened in a single session on [date] at 3:00 PM sharp in the meeting room of the Ministerial Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy in MVOG ADA (opposite Montesquieux College).

Only bidders or their duly authorized representatives with a thorough understanding of the tender documents may attend this opening session.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations for Quotation. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the Quotation Notice.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

[The opening of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of quotations specified in the Quotation Request Document].

12- Admissibility of Quotations

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, paid by hand, stamped at the current rate, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC (Commission for the Evaluation of Quotations and Contracts). This bond must be issued by a first-class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance (a list of which is included in Document No. 11 of the Tender Documents) and must be valid for 30 days beyond the original bid validity date. The bond must be in the amount of **eight hundred and fifty thousand (850,000) CFA francs**.

Under penalty of rejection, the other required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department, in accordance with the provisions of the Specific Regulations for Quotations. These documents must be less than three (3) months old or issued after the date of signature of the tender notice.

The administrative documents, technical specifications, and financial specifications must be placed in a single envelope and submitted in a sealed envelope.

The following will be rejected by the Contracting Authority:

Envelopes bearing information about the bidder's identity;

Envelopes received after the submission deadline;

Envelopes not conforming to the submission method;

Envelopes without indication of the Invitation to Tender;

Any incomplete offer, in accordance with the requirements of the Tender Specifications, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates of the Tender Specifications, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be rejected.

13- Evaluation Criteria

The elimination criteria establish the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation based on the essential criteria. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

13.1- Elimination Criteria

- Absence or non-compliance of a document in the administrative file after a period of 48 hours;
- Absence or non-compliance of the bid security;
- Absence or non-compliance of a copy of the bid security deposit receipt issued by the CDEC;
- Technical score below 3/4 of the essential criteria (must meet criteria 2, 3, and 4);
- Formal commitment by the bidder to pre-finance the contract (absence of such commitment);
- Absence of the Declaration of Honor attesting to no abandonment or default in the execution of previous contracts within the last three years.
- No deadline specified in the letter of intent to tender.
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the unit price schedule, the bill of quantities);
- Non-compliance of the bid template;
- Non-compliance with the bid file format;
- Absence of a backup copy in case of a COLEPS platform malfunction;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Lack of authorization to operate in the security sector in Cameroon;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

Note: Depending on the specific nature of the service, other relevant criteria may be added during the preparation of the Request for Quotation.

13.2 - Essential Criteria

The bid scoring system is binary (yes/no). Only submissions that receive a technical score of 3/4 or higher (yes) will be admitted to the financial analysis.

No.	Description	Binary mode	
1	Financial situation of the tenderer	yes	no
2	Response teams	yes	no
3	Equipment (<i>attach proof of ownership or proof of purchase</i>)	yes	no
4	Tenderer's references	yes	no

14- Estimated Completion Timeframe

The maximum timeframe stipulated by the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for the completion of the services covered by this Request for Quotation is twelve (12) months. This period begins from the date of notification of the service order to commence work.

15- Phases/Lots

This consultation is not divided into phases and is not divided into lots.

16- Award

The Purchase Order will be awarded to the bidder whose offer has been found to be substantially compliant with the requirements of the Tender Documents and has been evaluated as the lowest bidder.

17- Validity Period of Quotations

Bidders remain bound by their quotations for 90 days from the deadline set for submission.

18- Additional Information

Additional information can be obtained during business hours at [department (SIGAMP), door number, P.O. Box, telephone, fax, email] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19- Combating Corruption and Malpractice

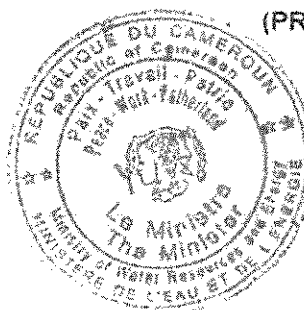
To report any practices, facts or acts, attempted corruption, or malpractice, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of the Ministry of the Interior/Ministry of Defense

COPIES:

- MINMAP;
- ARMP (for publication);
- MINEE (DAG);
- CIPM-MINEE.

YAOUNDE THE 05 JAN 2026

MINISTER OF WATER RESOURCES
AND ENERGY
(PROJECT OWNER)



G. Tsogang
Aboundou Essomba Gaston